

---

---

# S É N A T

---

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1973-1974

---

Service des Commissions.

## BULLETIN DES COMMISSIONS

---

FINANCES, CONTROLE BUDGETAIRE  
ET COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION

**Mercredi 29 mai 1974.** — *Présidence de M. Edouard Bonnefous, président.* — Réunie pour procéder à un échange de vues sur la situation économique et financière, la commission a entendu les observations de son rapporteur général, M. Coudé du Foresto. Celui-ci a d'abord analysé les charges pouvant résulter des déclarations des candidats à la Présidence de la République. Puis il s'est étendu sur le rythme exponentiel de la croissance de la demande de produits énergétiques, soulignant notamment les limites physiques des capacités de production et le renchérissement des coûts financiers.

Traitant de la situation respective des pays industriels face aux difficultés d'approvisionnement, il a précisé que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, compte tenu de leurs réserves énergétiques, ne seraient pas aussi affectés que la France, l'Italie et la Belgique. Mais la balance des paiements de tous les Etats importateurs de pétrole devrait, au moins dans l'immédiat, enregistrer un sérieux déficit des échanges commerciaux : le montant des revenus supplémentaires transférés aux pays producteurs peut être estimé à 49 milliards de dollars. Une réévaluation du prix officiel de l'or pourrait contri-

buer à une augmentation des avoirs de change détenus par les banques centrales, car les réserves actuellement possédées par les instituts d'émission semblent insuffisantes pour financer les achats de pétrole. Le ralentissement de la croissance économique et le regain de la hausse des prix dans les principaux Etats industriels accentuent d'ailleurs l'importance des difficultés : les prévisions pour 1974 relatives à la croissance du produit national brut des pays industriels ont été rectifiées en baisse.

Abordant la question de l'évolution des prix des matières premières, M. Coudé du Foresto a constaté l'existence d'une certaine détente sur les divers marchés, contrastant avec la hausse survenue pendant l'année 1973, et imputable à la reconstitution des stocks, dans une faible mesure à l'utilisation de stocks stratégiques et aussi à la menace d'une récession de l'activité économique mondiale. Toutefois, on peut croire que cette baisse ne sera que momentanée.

S'agissant du cas particulier de la France, M. Coudé du Foresto a indiqué que l'augmentation du coût de la vie du 1<sup>er</sup> avril 1973 au 31 mars 1974 ressortait à 12,2 p. 100, contre 24 p. 100 au Japon, 13,5 p. 100 au Royaume-Uni, 10,2 p. 100 aux Etats-Unis, et 7,2 p. 100 en République fédérale d'Allemagne ; il a chiffré à 18 milliards de francs le déficit commercial pour l'année 1974 ; il a rappelé le montant des réserves publiques de change, égal à 37,41 milliards de francs et précisé que, depuis le « flottement » de notre monnaie, le stock d'or et de devises de la France avait peu varié. Il a attiré l'attention sur le fait que la mobilisation du stock d'or européen ne donnerait qu'un court répit aux balances des paiements.

Faisant état des derniers renseignements en sa possession, il a souligné que le climat inflationniste n'avait pas empêché un accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne.

M. Coudé du Foresto a, enfin, constaté l'influence sur la hausse des prix internes de la dépréciation du franc qui a perdu, par rapport au mark, 25 p. 100 de sa valeur au cours des quatorze mois écoulés.

En conclusion, le rapporteur général a souligné que les difficultés énergétiques auront des conséquences très sensibles sur la situation économique et qu'à nouveau il y aurait intérêt à ce que chacun en prit conscience.

Plusieurs orateurs ont ensuite présenté leurs observations : **M. Monory** a évoqué l'éventualité d'une diminution du coût de l'énergie et la possibilité d'une gestion commune des réserves

de change des banques centrales de la Communauté européenne ; **M. Bousch** a souligné la nécessité d'augmenter la dotation du Fonds européen de coopération monétaire ; **M. de Montalembert** a rappelé les difficultés actuelles de la production agricole ; **M. Sauvageot** a attribué au dynamisme commercial des entreprises de la République fédérale d'Allemagne la situation favorable de cette dernière ; **M. Tournan** a insisté sur la nécessité d'exporter davantage, qui implique une réduction équitable de la consommation intérieure ; **M. Edouard Bonnefous**, président, a exprimé son inquiétude face à la dégradation de la situation de l'économie mondiale et nationale.

A la fin de la réunion, **M. Héon** a été nommé **rapporteur** :

— du projet de loi (n° 148, 1973-1974) autorisant la ratification de la **convention** entre la République française et l'**Etat espagnol**, en vue d'éviter les **doubles impositions** en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Madrid le 27 juin 1973 ;

— et du projet de loi (n° 149, 1973-1974) autorisant la ratification de la **convention** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'**évasion fiscale** en matière d'impôts sur le revenu entre la République française et l'**Empire d'Iran**, signée à Téhéran le 7 novembre 1973.

**M. Coudé du Foresto**, rapporteur général, a été nommé **rapporteur** de la proposition de loi (n° 146, 1973-1974) de M. Henri Caillavet tendant à compléter l'article 39 *duodecies* du **Code général des impôts**, relatif au régime des plus-values.

•